

«Tariffs» à 15%, un moindre mal pour l'économie suisse

Pascal Schmuck

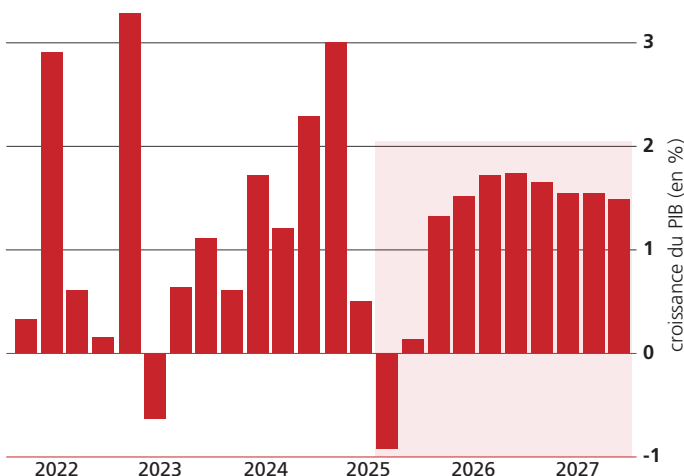
ANALYSE

Le voyage surprise de Guy Parmelin à Washington jeudi renforce l'hypothèse de voir les droits de douane américains, les fameux «tariffs», être réduits (*lire page 7*). Lors du «Liberation Day» début avril, Donald Trump avait frappé la Confédération de taxes à l'importation de 31%, avant d'alourdir ce montant à 39% au début août.

Le Conseil fédéral, la présidente de la Confédération et ministre des Finances, Karin Keller-Sutter, et le ministre de l'Economie, Guy Parmelin, en tête, a multiplié les efforts pour atténuer ce qui est perçu par l'économie helvétique comme des droits punitifs et injustifiés. Mais sans succès jusqu'à présent, à l'image d'un premier voyage accompli par le Vaudois au début septembre, mais sans résultat. Il n'avait même pas pu s'entretenir avec Donald Trump à cette occasion.

Une délégation d'entrepreneurs suisses, et principalement romands, en visite à la Maison-Blanche début novembre a rencontré plus de réussite auprès du président américain. A tel point que c'est dorénavant le représentant américain au commerce Jamieson Greer qui est chargé des discussions. Et en début de semaine, l'agence Bloomberg, citant des sources proches du dossier, a rapporté qu'un accord devrait être conclu dans les deux prochaines semaines. Mais quel serait l'impact pour l'économie helvétique

LE PIB SE TASSERA AVEC LES DROITS DE DOUANE



Pour l'année en cours, le KOF anticipe une croissance du PIB réel sans les événements sportifs de 1,4% et de 0,9% en 2026.

KOF

d'un taux comparable à celui de l'Union européenne (UE), soit 15%? Le KOF, le centre de recherches conjoncturelles de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), s'est prêté à l'exercice dans une étude sur les droits de douane américains parue mi-septembre.

«Le fardeau des exportateurs et l'incertitude seraient significativement plus faibles, ce qui atténuerait l'impact négatif.»

KOF

Dans ce scénario, «le fardeau des exportateurs et l'incertitude supposée seraient significativement plus faibles, ce qui atténuerait considérablement l'impact négatif sur l'économie dans son ensemble». Si cette approche de-

vait se confirmer, le produit intérieur brut (PIB) connaîtrait une croissance de 1,2% en 2026 et 1,8% en 2027. Avec des «tariffs» à 39%, les prévisions évoquent plutôt 0,9% et 1,6%.

Cet assouplissement soulagerait les exportateurs suisses, et surtout ceux actifs dans l'horlogerie et les instruments de précision. Il leur permettrait de lutter à armes égales avec leurs rivaux européens sur le marché américain.

La Suisse bénéficie encore de l'exemption accordée – pour le moment – aux industries pharmaceutique et aurifère, qui sont les deux principaux piliers de ses exportations vers les Etats-Unis. La menace de taxes à l'importation à hauteur de 200% brandie par Donald Trump en juillet pour la pharma ne s'est pas concrétisée.

Claude Maurer, le chef économiste du BAK, ne croyait

pas que ce taux de 39% resterait longtemps. «Par le passé, les annonces fracassantes n'ont pas toujours été suivies d'effets», a-t-il expliqué. Mi-septembre, l'institut bâlois de recherche économique s'attendait à ce que la Suisse puisse «conclure un accord douanier avec les Etats-Unis dans les prochains mois, similaire aux conditions de l'UE». Les risques négatifs sont toutefois restés «inhabituellement élevés», estimaient les experts dans une étude.

BAK tablait dans ses modèles de calcul sur une croissance du PIB en 2026 amputée de 0,3 point de pourcentage à 0,9% «avec des droits nettement supérieurs à 10%». L'impact pourrait donc être sensiblement réduit avec des «tariffs» à 15%.

Ces projections comportent toutefois une inconnue de taille: quelles sont les contreparties que va exiger Donald Trump? Et surtout, que peut ou que va lui donner la Suisse? Le président américain revendique une diplomatie «transactionnelle» et Berne ne peut pas réduire ses droits de douane puisqu'elle n'en applique plus pour les produits industriels depuis 2024.

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) publiera lundi les premiers chiffres sur l'évolution du PIB au troisième trimestre. Les économistes anticipent une croissance de 0,2% dans le meilleur des cas. Cette statistique sera surtout l'occasion de mieux mesurer l'impact des droits de douane entrés en vigueur en août. ■

«Nous sommes conscients de l'importance de la Suisse romande»

ORGANISATION. La directrice d'Economiesuisse, Monika Rühl, répond aux critiques adressées par les milieux économiques romands quant à la composition désormais entièrement alémanique de l'organe exécutif de la faïtière.

Jonas Follonier

Depuis sa réorganisation le 1^{er} septembre, la direction d'Economiesuisse ne compte plus de représentants de la partie latine du pays. Mardi, *L'Agefi* révélait que les chambres de commerce de Suisse romande et du Tessin avaient réagi au nouvel organigramme en adressant un courrier à la présidence de la plus grande faïtière de l'économie, dans lequel ils exprimaient leurs craintes que les Romands n'aient plus suffisamment de poids à sa tête. Sa directrice, Monika Rühl, répond aux principales critiques.

■ **Que répondez-vous aux critiques venant de la Suisse romande sur le fait que la direction d'Economiesuisse ne compte plus aucun représentant francophone?**

La présidence et la direction d'Economiesuisse prennent au sérieux les préoccupations exprimées par nos membres. Nous sommes pleinement conscients de l'importance de la Suisse romande pour l'économie helvétique et pour le pays, ainsi que pour notre faïtière. Aucun démantèlement de notre succursale n'est prévu et Cristina Gaggini fait partie de la direction élargie.

Notre objectif est de gagner en efficacité. Il n'était pas toujours simple de diriger un organe exécutif de dix personnes, d'où sa réduction. Un autre élément



Monika Rühl. La directrice d'Economiesuisse nie s'être fait imposer la réorganisation de l'organe exécutif par le président de la faïtière, Christoph Mäder.

important de cette réorganisation est le regroupement de nos divisions thématiques de cinq à deux. Nous voulons faire en sorte que ces unités travaillent encore plus étroitement entre elles ainsi qu'avec la communication et les affaires publiques. En outre, nous avons décidé de créer une division séparée en charge des campagnes.

■ **Deux sources issues des rangs de la faïtière, de chaque côté de la Sarine, indiquent que vous auriez été**

vous-même mise devant le fait accompli par votre président, Christoph Mäder, qui aurait imposé la réorganisation de la direction...

C'est faux. Il s'agit d'une décision commune, comme le prévoient nos statuts. Le processus a été lancé par Christoph Mäder et moi. Nous en avons discuté longuement et avons consulté les membres de notre présidence.

■ **L'Agefi a également appris que les chambres**

du commerce n'ont pas obtenu de financement d'Economiesuisse pour la campagne contre l'initiative des Jeunes socialistes visant à taxer fortement les héritages importants. Ce point a aussi fait l'objet d'une critique adressée aux instances dirigeantes...

C'est vrai, nous en avons aussi discuté ouvertement avec les chambres de commerce et la Fédération des entreprises romandes (FER), qui s'engagent toujours à nos côtés dans les

campagnes. Ces organisations, qui fournissent actuellement une contribution importante pour contrer l'initiative des Jeunes socialistes, auraient souhaité un soutien financier. Il faut bien comprendre que chaque campagne est différente. Mais nous allons faire en sorte de trouver des solutions à l'avenir pour les cas où c'est un parti politique qui mène la campagne – en l'occurrence le PLR – et non pas Economiesuisse. De temps à autre, nous recevons des critiques, cela fait partie du jeu, et à chaque fois nous entreprenons de nous améliorer. Et quand nous ne voulons ou ne pouvons pas le faire, nous tâchons d'expliquer au mieux la situation.

■ **Aucun Romand ne siège actuellement à la présidence, or l'article 3, al. 5 des statuts d'Economiesuisse le prévoit expressément. Comment expliquer cette situation? Est-elle provisoire?**

Notre trésorier, qui fait partie du Présidium, est romand. Et nous entendons repourvoir au plus vite le poste de vice-président romand, vacant depuis septembre. Le processus est en cours.

■ **Quel est le cabinet de chasseurs de têtes mandaté pour trouver des candidats à la succession de Christoph Mäder?**

C'est une question purement interne, que nous ne commentons pas. ■

Le «vrai» taux de chômage suisse poursuit sa hausse, davantage que dans l'UE

ACTIVITÉ Moins souvent mentionnés que «l'autre» statistique en la matière, les chiffres de l'emploi au sens du Bureau international du travail permettent des comparaisons internationales qui relativisent la performance de la Confédération

JULIE EIGENMANN

Les chômeurs suisses représentaient 5,1% de la population active au troisième trimestre 2025, contre 4,7% au 3e trimestre 2024, publiait hier l'Office fédéral de la statistique (OFS), qui se base sur une définition du Bureau international du travail (BIT).

Une hausse non négligeable dans un contexte où les droits de douane améri-

cains de 39% sur les produits suisses, entre autres facteurs, pèsent sur le marché du travail. Cette accélération est d'autant moins anodine qu'au sein de l'Union européenne, le taux de chômage a aussi augmenté au troisième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente, mais poursuivant une progression bien plus légère: de 5,8% à 5,9%. Il en va de même pour la zone euro, avec un pourcentage passé de 6,2% à 6,3%.

Quid de nos voisins? Le taux de chômage en Autriche a grimpé de 5,1% à 5,4%, tandis que celui de la France est resté stable à 7,6%. L'Italie a même légèrement baissé son taux sur un an – après de premières hausses – de 5,6 à 5,5%. L'Allemagne affiche pour sa part une situa-

tion plus favorable que la Suisse, avec un chômage à 4%, contre 3,5% en comparaison avec l'an dernier.

Une définition plus large des chômeurs

Des lectrices et lecteurs particulièrement attentifs pourraient toutefois s'étonner du 5,1% indiqué pour la Suisse: La semaine passée, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) annonçait un taux de chômage de 2,9% en octobre, dont *Le Temps* se faisait alors l'écho également. C'est d'ailleurs souvent ce chiffre qui est brandi et repris pour parler d'un «miracle suisse» du point de vue du marché du travail. Mais cette mise en perspective est incorrecte: c'est le taux au

sens du BIT recensé selon des standards harmonisés qui permet des comparaisons internationales.

Ces deux taux de chômage suisses représentent des données complémentaires: le pourcentage calculé par le Seco, plus visible notamment parce que publié mensuellement, rend compte du nombre de chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) à la fin d'un mois. Alors que les chômeurs au sens du Bureau international du travail, calculés par l'OFS, entrent dans une définition plus large: ce sont les personnes âgées de 15 à 74 ans qui n'étaient pas actives occupées au cours de la semaine de référence et qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précé-

dentes et étaient disponibles pour travailler.

Des méthodologies différentes qui produisent des résultats qui le sont aussi. Mais la tendance reste évidemment la même et est actuellement à la hausse: de 2,8% à 2,9% en octobre selon le Seco et donc de 4,7% à 5,1% du 3e trimestre 2024 à celui de 2025 selon le BIT.

Dans le détail, toujours au sens du BIT, sur cette même période, le nombre d'actifs occupés a augmenté chez les personnes de nationalité étrangère (+ 1,6%, à 1,876 million) tandis qu'il a diminué chez les personnes de nationalité suisse (-0,3%, à 3,488 millions). Par ailleurs, le taux de chômage des jeunes (de 15 à 24 ans) a lui diminué, de 10,9 à 10,5%. ■

Die Steuern direkt vom Lohn abziehen?

Freiwilliger Abzug Jeden Monat zehn Prozent vom Einkommen automatisch dem Staat abgeben und gut ist: Basel-Stadt führt den freiwilligen Lohnabzug ein. Nun könnte der Funke auf andere Kantone überspringen.

Christian Zürcher

Pascal Pfister könnte laut lachen, sogar jubeln, doch so richtig traut er der Sache nicht. Darum lächelt er in seinem Büro im Kleinbasel bloss ein vorsichtiges Halbkörperlächeln. «Ich freue mich, das schon, aber wir sind noch nicht am Ziel», sagt der Geschäftsleiter von Schuldenberatung Schweiz und Basler SP-Grossrat. Pfister hat mit seinen Mitstreitenden eine kleine Schweizer Steuerrevolution losgetreten. Künftig sollen den Basler Angestellten die Steuern direkt vom Lohn abgezogen werden. Jeden Monat minus zehn Prozent vom Einkommen, automatisch und von Staates wegen.

Der Direktabzug, so heisst es offiziell, trägt Züge einer Quellensteuer. Jener Steuer also, die in der Schweiz gewöhnlich nur Grenzgänger und Leute ohne Niederlassungsbewilligung zahlen. Mit einer kleinen Einschränkung: Der Abzug in Basel ist freiwillig und soll erst bei Firmen mit mindestens 50 Mitarbeitenden greifen.

Der Grosse Rat von Basel hat dem Direktabzug Ende Oktober zugestimmt. Weil die Basler Wirtschaftsverbände das Referendum ergriffen haben, mag Pfister noch nicht allzu euphorisch werden.

Zehn Prozent der Menschen haben Steuerschulden

Pascal Pfister hat ein einfaches Ziel. Er will, dass sich weniger Leute verschulden. Rund 6000 Menschen lassen sich jährlich von seiner Organisation beraten. Sie erhalten Ratschläge und Budgetpläne.

Im Gegenzug erzählen sie, wie viel Schulden sie haben (im Schnitt rund 60'000 Franken), warum sie sich verschuldet haben (Gesundheit, Trennung, Arbeitslosigkeit als häufigste Gründe) und welche Art von Schulden sie belasten.

Die meisten von ihnen haben Steuerschulden, vier Fünftel der Ratsuchenden leiden darunter, zehn Prozent sollen es in der Schweizer Bevölkerung sein. Darum setzen sich die linken Basler Parteien seit Jahren für einen Lohnabzug ein, der auch verzinst wird. Der Fall in die Schuldenfalle soll damit verhindert werden.

Ein umstrittenes Thema und ein knappes Ja

Vor acht Jahren ist man in Basel mit der gleichen Idee noch gescheitert, auf nationaler Ebene hat sich der Bundesrat wiederholt gegen solche Ansätze ausgesprochen, zuletzt verwarf der Ständerat 2023 einen Vorstoss. Nun der Durchbruch im ersten Kanton.

Es geht aber in der Sache nicht einfach um die Last von Schulden und wie man sie präventiv bekämpft. Es geht auch um ganz Grundsätzliches: die Rolle des Staates. Soll er das Zahlen der Steuern den Bürgerinnen und Bürgern überlassen? Oder soll er aktiv dafür sorgen, dass sich weniger Menschen verschulden? Pfister findet ganz klar Letzteres.

Ganz anders seine Gegner. Ob FDP-Ständeräte oder die bürgerlichen Basler Parteien, sie alle finden, dass es bereits genug Mittel gebe, um Leuten mit Geld-



SP-Grossrat Pascal Pfister findet, der Staat solle aktiver dafür sorgen, dass sich Menschen nicht verschulden. Foto: Nicole Pont

problemen zu helfen. Die provisorische Steuerrechnung etwa, mit dieser könne man die Steuern auch im Voraus bezahlen. «Leider macht das kaum jemand», sagt Pfister. Selbst wenn Armutsbetroffene diese provisorische Rechnung eine gute Idee fänden, würden sie kaum im Voraus einzahlen.

Das neue Modell hingegen setze genau an diesem Punkt an. Pfister vergleicht es mit der Organspende. Wer sich nicht aktiv dagegen entscheidet (Opt-out-Möglichkeit), der spendet seine Niere – oder zahlt den Direktabzug. «Das ist zehnmal effizienter als eine Flyeraktion», sagt er.

Am Ende setzten sich Pfister und sein Lager im Grossen Rat knapp durch, mit 49 zu 48 Stimmen. Auch darum, weil der Mitte-Politiker Bruno Lötscher-Steiger sich gegen die Meinung enthielt. Vor der Abstimmung trat er ans Rednerpult und erklärte seine Enthaltung damit, dass er als langjähriger Präsident des Zivilgerichts immer wieder mit Fällen der Verschuldung konfrontiert gewesen sei. «Das sind menschliche Tragödien. Wir könnten diese eigentlich vermeiden», sagte er.

Das Thema bewegt nicht nur Politikerinnen und Politiker, sondern auch Steuerexperten. Luzius Cavelti zum Beispiel, Professor für Steuerrecht an der Universität Basel.

Als Erstes hebt er hervor, dass bei kaum einer anderen Sache die Menschen dem Staat so nahekommen wie bei den Steuern, abgesehen vielleicht vom Ärger einer Parkbusse. Der Bürger fülle die Steuererklärung aus. Der Staat müsse vertrauen, dass diese stimme, und erhebe die Steuern, worauf die Bürgerin sie zahle, samt Ärger über die teure Rechnung. Bei Nachfragen könne man das Telefon in die Hand nehmen, im Ernstfall sogar Ratenzahlungen vereinbaren.

Noch ist unklar, wie sich der Lohnabzug auswirkt

«Das ist im Ausland meist anders», sagt Cavelti. Dort werde einfach ein Betrag abgezogen, Nachfragen sei praktisch unmöglich. Das verändere automatisch das Verhältnis vom Bürger zum Staat. Es basiere mehr auf Kontrolle statt auf Vertrauen, so Cavelti.

Der freiwillige Direktabzug sei zwar für die Arbeitgeber eine

Quellensteuer. Cavelti glaubt aber nicht, dass dieser in Basel das Verhältnis zum Staat gross verändern werde. Für die Arbeitnehmer sei er erstens freiwillig, zweitens müsse man nach wie vor eine Steuererklärung ausfüllen, und drittens betreffe er wegen seiner grosszügigen Ausgestaltung wohl gar nicht mal so viele Leute. Rund 200'000 Menschen leben in Basel-Stadt, bei gegen 40'000 Personen dürfte der Abzug letztlich greifen, rund 5500 Menschen haben in Basel Steuerschulden. Darum fragt sich der Professor: Ist dieser Direktabzug verhältnismässig?

Der Abzug in Basel ist freiwillig und soll erst bei Firmen mit mindestens 50 Mitarbeitenden greifen.

Cavelti möchte dazu keine Antwort geben, das sei letztlich vor allem eine politische Frage. Und dann sind da noch die Arbeitgeber. Werden sie den Direktabzug trotz Mehraufwand umsetzen, oder unterlaufen sie ihn und raten ihren Angestellten zu einem Opt-out?

Es ist die grosse Frage: Wie wirkt sich der Lohnabzug in der Praxis aus? Nicht einmal der SP-Grossrat Pascal Pfister weiss es. Er spricht von einem Experiment, das man ein paar Jahre laufen lassen und begleiten müsse. «Wenn es nicht funktionieren sollte, kann man auch wieder einen Schritt zurück machen», sagt er.

Pfister aber ist zuversichtlich. Die Befürworter der Abgabe haben eine Studie in Auftrag gegeben. Darin steht, dass in der mittleren Frist das Risiko für Verschuldungen sinken dürfte und dass die Wirkung erheblich erhöht werden könnte, wenn andere Kantone mitzögen.

Es ist die grosse Hoffnung der Befürworter und die grosse Furcht der Gegner: dass der Funke nun auf andere Kantone überspringt. Das wäre dann die wahre Revolution.

Comment nos voisins taxent l'héritage

IMPÔTS L'initiative «Pour l'avenir» des Jeunes socialistes, qui passera devant le peuple le 30 novembre, a relancé un débat récurrent. Comparée aux autres pays de l'OCDE, la Suisse ne taxe pas particulièrement moins. Tour d'horizon non exhaustif

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Parmi les économies développées, les impôts sur les successions et les donations sont plutôt répandus. Sur les 38 membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 24 pratiquent ce type d'imposition. Mais ces dernières décennies, la tendance a plutôt été à la suppression de ces taxes.

L'initiative «Pour l'avenir» qui sera soumise au vote le 30 novembre a relancé le débat sur la question en Suisse. Selon plusieurs sondages, le texte proposé par les Jeunes socialistes a peu de chances d'être adopté. Il propose la mise en place d'une taxation au niveau fédéral, sans exemption pour les héritiers proches, à un taux de 50% pour les successions et les donations à partir d'un montant de 50 millions de francs. En 2015, une initiative populaire pour la création d'un impôt fédéral sur les successions avait déjà été rejetée.

«Cela placerait la Suisse parmi les pays où les droits de succession sont les plus élevés au monde. En Europe, les taux maximaux varient généralement entre 30% et 60%, mais ils s'appliquent de manière progressive et souvent uniquement aux parents éloignés», affirme Cristina Enache, économiste pour la branche européenne de la Tax Foundation, un groupe de réflexion international basé à Washington. Mais comment les autres pays imposent-ils les héritages? Tour d'horizon non exhaustif.

Tendance au relèvement des seuils d'exonération

Depuis les années 1980, la tendance est au relèvement des seuils d'exonération de l'impôt sur les successions à l'échelle internationale, souligne un rapport de l'OCDE paru en 2021. Une tendance qui se double d'un abandon de ces taxes dans certains pays. En 2014, la République tchèque et la Norvège ont supprimé leur taxe sur l'héritage, tout comme l'Autriche en 2008. La suppression de l'impôt sur les successions et les donations dans le canton d'Obwald est, elle aussi, récente puisqu'elle remonte à 2016. Aux Etats-Unis, la succession est taxée à partir de 13,9 millions de dollars en 2025. Ce seuil, réévalué annuellement, était de 5,4 millions en 2015.

La situation helvétique rend la comparaison internationale extrêmement compliquée puisque la compétence de l'imposition des héritages revient aux cantons et dans certains cas aux communes. En tête des pays imposant le plus sévèrement l'héritage des descendants directs, on retrouve la Corée du Sud et le Japon, avec des taux allant respectivement jusqu'à 50% et 55%. Ces taux ne néanmoins progressifs et les systèmes des deux pays prévoient des abattements. Au Japon par exemple, le seuil d'exemption est de 30 millions de yens (environ 155 000 francs) auquel s'ajoutent 2 millions de yens (10 000 francs) par héritier. Les deux cumulés sont appliqués à la masse globale de l'héritage. Le taux de 55% s'applique, lui, pour la tranche d'héritage au-delà d'une somme de 45 millions de yens (230 000 francs).

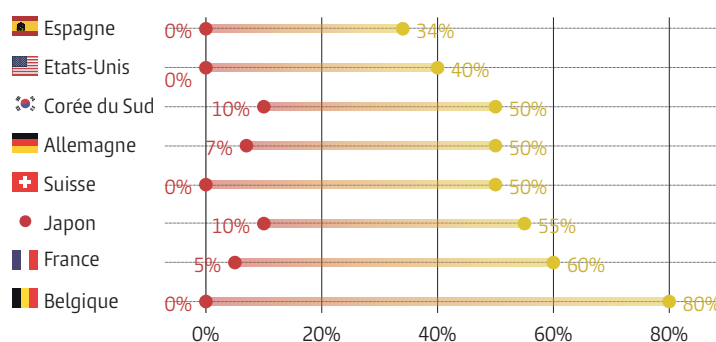
Plus près de la Suisse, on trouve également des taux allant jusqu'à 60% en France et 50% en Allemagne. Mais encore une fois avec des subtilités. Dans l'Hexagone, le taux de 60% ne s'applique qu'aux héritiers n'ayant pas de



L'Autrichienne Marlene Engelhorn (à gauche), qui a fait don de la majeure partie de son héritage de plusieurs millions d'euros à 77 associations, pose aux côtés du millionnaire britannique Phil White lors d'une manifestation contre le Forum économique mondial (WEF). (DAVOS, 19 JANVIER 2025/FABRICE COFFRINI/AFP)

DES FOURCHETTES DE TAUX TRÈS LARGES

Taux d'imposition des héritages et des donations dans différents pays de l'OCDE



Ces fourchettes recouvrent des logiques d'application différentes d'un pays à l'autre, avec des progressivités distinctes. Les taux maximaux peuvent correspondre à des taux appliqués à des héritiers éloignés du défunt. Graphique: E. M-V | Source: EY Worldwide Estate and Inheritance Tax Guide 2025

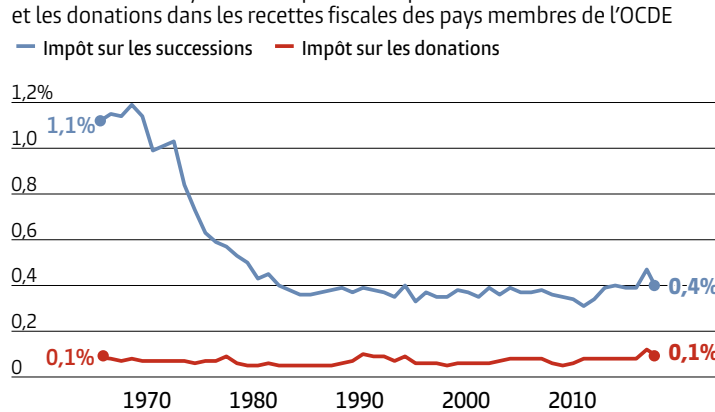
lien de parenté ou au-delà du 4e degré de parenté. Pour les héritiers en ligne directe, le taux est progressif jusqu'à 45% au-delà de 1 805 677 euros (environ 1,7 million de francs). Il faut également prendre en compte un abattement de 100 000 euros pour les enfants par exemple.

Là où la France exonère les conjoints de droits de succession, l'Allemagne pratique un abattement de 500 000 euros (460 000 francs environ) mais ils

sont tenus de payer des droits sur les sommes allant au-delà. En revanche, l'abattement est de 400 000 euros pour les enfants. L'une des principales différences entre les deux pays est une progression moins rapide des taux d'imposition en Allemagne. Le taux maximal est de 30% pour les époux (ou le partenaire enregistré) et les enfants pour une tranche au-delà de 26 millions d'euros (24 millions de francs) mais de 50% pour un héritier

UN POIDS DANS LES RECETTES FISCALES EN BAISSE

Evolution de la moyenne de la part des impôts sur les successions et les donations dans les recettes fiscales des pays membres de l'OCDE



Graphique: LT | Source: OCDE

n'ayant pas de lien de parenté proche avec le défunt.

A noter également que de nombreux pays prévoient des exonérations sur la transmission d'entreprises familiales, une question au cœur des débats en Suisse. En France, elle peut aller jusqu'à 75% de la valeur de l'entreprise sous certaines conditions, notamment un engagement à conserver la société quatre ans et que l'héritier soit à la direction. L'Allemagne ou encore le Royaume-Uni

prévoient également des exonérations soumises à certaines exigences.

Recettes marginales

Du fait des multiples exonérations, les recettes fiscales liées à l'imposition des successions et des donations restent marginales à l'échelle internationale. Les pays pratiquant les taux les plus importants arrivent en tête. En Corée du Sud, elles représentaient 2,1% des recettes totales en 2022, 1,6% en

France et 1,5% au Japon selon les chiffres de l'OCDE.

Cette proportion est historiquement faible, rappelle Cristina Enache: «Les recettes perçues ont atteint leur pic en 1968, lorsque 1,27% des recettes publiques [en moyenne des pays de l'OCDE, ndlr] provenaient des droits de succession, des droits de mutation et des droits de donation. En 2019, ces impôts ne représentaient en moyenne que 0,36% des

La Corée du Sud et le Japon imposent le plus sévèrement l'héritage des descendants directs, avec des taux allant jusqu'à 50% et 55%

recettes fiscales totales de l'OCDE, et parmi les pays de l'organisation qui perçoivent des recettes provenant de ces impôts, celles-ci ne représentaient que 0,56% du total. Même avec la taxe fédérale proposée, les recettes resteraient modestes par rapport aux impôts sur le revenu et à la taxe à la consommation.»

En Suisse, ces impôts ont rapporté 1,39 milliard de francs aux cantons et aux communes en 2022, selon le rapport de la Conférence suisse des impôts. Soit 1,6% de l'ensemble de leurs recettes fiscales sur l'année (87 milliards).

L'impact de l'impôt sur la fortune

Malgré les faibles perspectives de voir l'initiative passer la rampe du vote, la peur d'une fuite des personnes potentiellement concernées par cette imposition, et par conséquent la perte d'autres revenus fiscaux, s'est largement invitée dans les débats. «Des taux élevés peuvent inciter les particuliers fortunés à déménager avant leur entrée en vigueur, reconnaît Cristina Enache. Par contre, des impôts annuels sur la fortune ou des impôts élevés sur le revenu incitent encore davantage à l'émigration permanente, car ils pèsent sur les flux de trésorerie annuels.»

Dans son rapport de 2021, l'OCDE relève que les quelques études disponibles sur la question apportent peu de preuves d'une incidence des impôts sur l'héritage dans le choix de résidence. Il souligne néanmoins un effet notable lié aux différences d'imposition entre Etats aux Etats-Unis chez les milliardaires américains; tout en pointant que le manque à gagner est inférieur aux recettes générées dans la plupart des Etats. Les auteurs indiquent néanmoins qu'il est nécessaire «d'évaluer attentivement et de prévenir le risque d'exil des contribuables très fortunés vers d'autres pays», préconisant la mise en place de mécanisme comme une «exit tax».

Dans le cas de la Suisse, un facteur pourrait cependant être déterminant: la fortune reste imposée au niveau cantonal alors que, dans la plupart des pays européens, ces taxes ont disparu ces dernières années. Seule l'Espagne (rétabli en 2011) et la Norvège ont maintenu un impôt sur la fortune nette, tandis que des taxes partielles sont en vigueur en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie. ■

La Suisse, un système particulier

FISCALITÉ Dans la plupart des pays qui pratiquent une imposition des successions, la règle s'applique au niveau national. Avec des taxes conques au niveau cantonal, la Suisse se distingue. L'exonération très répandue des enfants est aussi une particularité

En Suisse, les taux s'échelonnent de 0 à 50%, avec des variations en fonction des cantons et des liens de parenté. Une vue d'ensemble qui pourrait laisser penser que la situation n'est pas tellement différente des pays mentionnés plus haut. Mais, chaque canton ayant ses propres règles, il en résulte une multitude de cas et de situations.

Dans tous les cantons taxant les successions et les donations, les conjoints sont exonérés d'impôt. Il en va de même pour

les enfants et petits-enfants, à l'exception des cantons de Vaud, Neuchâtel et Appenzel Rhodes-Intérieures selon un rapport de la Conférence suisse des impôts datant du début d'année. Les taux appliqués restent néanmoins faibles, il est de 3% par exemple dans le canton de Neuchâtel mais peut aller jusqu'à 45% pour les parents éloignés ou les étrangers à la famille. Si l'exonération des conjoints est relativement répandue à l'échelle européenne, celle des enfants l'est beaucoup moins. A noter que les cantons d'Obwald et de Schwytz ne taxent ni la succession, ni les donations et que Lucerne exonère également les donations.

L'absence d'une règle uniforme à l'échelle du pays est également une particularité suisse. «La Suisse s'appuie sur la compétence cantonale, contrairement à la plu-

part des pays européens, où les droits de succession sont nationaux», souligne Cristina Enache. En Espagne, ainsi qu'en Belgique, les taux, les exonérations et les abattements sont fixés à un niveau régional.

Mais aux Etats-Unis, qui reposent également sur un système fédéral, il existe une taxe sur les successions à l'échelle nationale qui peut se doubler d'une imposition à l'échelle locale dans certains Etats. «La situation actuelle, comme cela s'est produit en Espagne, favorise la concurrence fiscale entre les cantons, ce qui limite les taux et maintient l'attractivité de la Suisse pour les personnes fortunées. Un impôt fédéral réduirait cette flexibilité, ce qui soulève des inquiétudes quant à la perte d'autonomie [fiscale des cantons, ndlr]», relève l'économiste de la Tax Foundation. ■ É. M.-V.

«Il est mort le budget, il est mort!»

Finances Le glas sonne pour le budget 2026. Refusé en Commission des finances, il devrait l'être aussi par le Grand Conseil en décembre. Ses chances de résurrection sont minces.

Marc Bretton

«Il est mort le budget, il est mort!» C'est le constat clinique du député du MCG François Baertschi après la décision de la Commission des finances du Grand Conseil de refuser d'entrer en matière sur le budget cantonal 2026 par dix voix (UDC, PLR, Le Centre, LJS, MCG) contre cinq (PS, les Verts).

Mort? Le centriste Jacques Blondin préfère filer la métaphore culinaire: pour lui, le budget serait «cuit». Et pas question d'espérer une résurrection printanière: bien que le gouvernement soit contraint depuis 2023 de présenter un nouveau budget en cas de refus du premier, les perspectives d'adoption sont sombres.

Pour être honnête, en septembre déjà, l'affaire semblait mal emmanchée. Prévoyant

409 millions de déficit, le projet cantonal, qui promettait de présenter un plan de redressement au printemps, recueillait peu de soutiens. La détérioration catastrophique de la semaine passée n'a pas, on s'en doute, amélioré l'ambiance. Et les 80 millions de coupes présentées par le Conseil d'État, moins la socialiste Carole-Anne Kast qui s'y est opposée, précise «Le Temps», n'ont pas changé la situation.

Rien ne va

Pour l'UDC Stéphane Florey, c'est simple, rien ne va: «Le Conseil d'État se complaît dans des déficits qui dépassent l'entendement et ce ne sont pas ses 80 millions d'économie qui changent quelque chose.» L'UDC veut une amélioration beaucoup plus nette de la situation: «Nous sommes prêts à accepter environ 100 millions de déficit, pour tenir compte de

«Avant de couper les prestations, il faudrait qu'on se montre moins généreux avec l'extérieur.»

François Baertschi
Président du MCG

l'effet initial de la baisse d'impôt de 2024, rien de plus.»

Les propositions du gouvernement ne passent pas plus au PLR: «Découvrir que la seule marge de manœuvre sur les charges est de 80 millions, soit 0,7% de toutes les charges, est invraisemblable, tonne le député Yvan Zweifel.

Cela démontre que l'automatisme des aides et autres subventions n'est plus contrôlable et qu'il faut urgemment agir en modifiant les lois idoines. Le Conseil d'État nous promet des mesures d'économie en 2026 pour 2027, mais ça fait longtemps qu'on attend ces mesures et qu'on ne voit pas grand-chose venir. Il est temps de taper fort sur la table, que tout le monde prenne la mesure de la situation et agisse enfin!»

Au Centre, Jacques Blondin réclame aussi des propositions concrètes du Conseil d'État pour remonter la pente: «Vu les montants en jeu, les députés n'ont pas la possibilité de proposer suffisamment d'économies: la balle est dans le camp du Conseil d'État. Pour le budget 2026, c'est cuit, mais j'espère la présentation d'un plan de mesures d'économie sérieuses pour la suite.»

Le MCG a aussi voté contre

le budget, mais ses raisons sont un peu différentes: François Baertschi accuse le Conseil d'État d'être resté inerte face à l'augmentation de la péréquation intercantonale et de la rétrocession des impôts à la source à la France. L'Hospice général serait aussi mal géré: «Avant de couper les prestations, il faudrait qu'on se montre moins généreux avec l'extérieur.»

La gauche indignée


La droite fusille le budget? La gauche l'a soutenu. Pourquoi? «Si le projet du Conseil d'État était loin d'être enthousiasmant, les socialistes ont voté l'entrée en matière, explique le député Thomas Wenger, parce que nous voulions nous opposer aux coupes et réinjecter des moyens dans les services en souffrance. En refusant le débat, la droite refuse de faire le travail pour lequel nous sommes élus. Elle ré-

clame l'équilibre du budget, mais n'ose pas dire où il faut couper. Il y a une majorité de droite au Grand Conseil et au Conseil d'État... Qu'elle prenne les mesures qu'elle réclame et qu'on voie qui défend quoi.»

On résume: sauf surprise, le Grand Conseil devrait refuser le budget 2026 en décembre. Probablement aussi la version de mars. Le Canton fonctionnera sur la base des 12^{es} provisoires, c'est-à-dire les dépenses de 2025, additionnées des crédits supplémentaires votés durant cette année-là.

Les nouvelles embauches seront donc bloquées, sauf si elles sont acceptées en Commission des finances, les mécanismes salariaux des fonctionnaires aussi. Le plan de redressement du Conseil d'État est attendu de pied ferme pour mai-juin. Ses mesures n'entreront pas en vigueur avant 2027.

Pacte vert : le Parlement européen enterre le devoir de vigilance des entreprises

 [lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/pacte-vert-le-parlement-europeen-enterre-le-devoir-de-vigilance-des-entreprises-2198469](https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/pacte-vert-le-parlement-europeen-enterre-le-devoir-de-vigilance-des-entreprises-2198469)

Fabienne Schmitt

November 13, 2025



Publié le 13 nov. 2025 à 17:39 Mis à jour le 13 nov. 2025 à 18:03

C'est un coup dur pour les partisans du Pacte vert européen et une victoire pour les entreprises qui appelaient à davantage de « simplification administrative ». Ce jeudi, par 382 voix contre 249, le Parlement européen a adopté une révision drastique de deux textes phares de la législation environnementale européenne : la directive sur le reporting de durabilité (CSRD) et celle sur le devoir de vigilance des entreprises (CSDDD).

La première, adoptée pour obliger les entreprises à publier des rapports détaillés sur leurs impacts environnementaux et sociaux. La seconde, votée il y a à peine un an et demi dans l'émotion du souvenir [du Rana Plaza](#) - cet immeuble bangladais abritant des ateliers textiles qui s'était effondré en 2013, tuant 1.130 personnes -, devait contraindre les grandes entreprises à surveiller et prévenir les violations des droits humains et les dommages environnementaux tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

Art du détricotage législatif

A Bruxelles, certains évoquent un séisme politique, car le vote marque « la toute première fois dans l'histoire du Parlement européen » qu'une loi est adoptée grâce à une majorité composée de la droite (PPE) et de l'extrême droite, s'alarme l'eurodéputé (Renew) Pascal Canfin. « C'est une première très triste », ajoute-t-il, dénonçant des conséquences potentiellement « de grande portée » pour l'avenir de la démocratie européenne.

L'extrême droite, elle, n'a pas caché sa jubilation. Pour Pascale Piera, rapporteur pour le groupe des Patriotes, « ce vote est une victoire historique pour l'économie européenne qui va donner un peu d'air aux entreprises étouffées par les normes délirantes du Pacte vert. »

Il ne reste pas grand-chose des deux textes, déplorent les écologistes et les ONG. Pour la CSRD, le seuil d'application grimpe à 1.750 employés et 450 millions d'euros de chiffre d'affaires - contre 250 salariés initialement. Résultat : « 92 % des entreprises qui auraient dû être soumises » à ces obligations en sont [désormais exemptées](#), calcule Julia Otten, de l'ONG Frank Bold.

Côté CSDDD, c'est encore plus radical. Le seuil explose à 5.000 employés et 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Des dizaines de milliers d'entreprises échappent ainsi aux obligations européennes.

Les députés ont même supprimé l'obligation d'adopter des plans de transition climatique pour aligner les entreprises sur l'accord de Paris. « Tout cet outil utile pour gérer le risque et anticiper est supprimé », déplore Pascal Canfin. Une décision « qui réduit notre ambition climatique au moment où le Royaume uni prépare des plans de transition obligatoires. »

La droite et l'extrême droite ont détruit notre capacité à réguler les acteurs économiques.

Terry Reintke, coprésidente du groupe des Verts

Plus grave encore : la responsabilité civile harmonisée au niveau européen disparaît. Exit aussi les sanctions financières pouvant atteindre 5 % du chiffre d'affaires en cas de non-respect des obligations de vigilance. « Une entreprise qui découvre du travail forcé ou du travail des enfants quelque part, ou une pollution massive liée à ce qu'elle fait, n'aura de fait pas l'obligation de terminer le contrat », s'insurge encore l'eurodéputé Renew.

« Nous avons remis la compétitivité à l'ordre du jour et prouvé que l'Europe peut être à la fois durable et compétitive », s'est félicité Jörgen Warborn, l'eurodéputé (PPE) qui a piloté le texte. Dans son viseur : la réduction des coûts pour les entreprises de « plus de 5 milliards d'euros par an », dans un contexte où l'Europe accuse un retard de croissance face aux Etats-Unis et à la Chine.

Le contexte a joué à plein. Se sont combinés plusieurs types de pressions. Américaines, d'abord, l'administration Trump et des procureurs généraux de plusieurs Etats ayant dénoncé [le caractère « extraterritorial »](#) de ces règles. Un lobbying intense des géants pétroliers et gaziers, du Qatar aux Etats-Unis, menaçant de retirer leurs investissements, ensuite. Et enfin, un Emmanuel Macron et un Friedrich Merz appelant à « supprimer purement et simplement cette loi ».

Pour Terry Reintke, coprésidente du groupe des Verts, c'est un désastre. « La droite et l'extrême droite ont détruit notre capacité à réguler les acteurs économiques. » Le moment ne pouvait être pire. Le jour même, le Parlement adoptait... son objectif climatique pour 2040 visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Psychodrame politique

L'histoire politique de ce vote est rocambolesque. Fin octobre, un premier compromis avait échoué à Strasbourg à neuf voix près (318 contre, 309 pour), torpillé par une trentaine de députés sociaux-démocrates dissidents. Aucun autre compromis avec la majorité pro-européenne centriste n'a pu être trouvé depuis. Résultat : Warborn a présenté des amendements « 100 % PPE », adoptés avec les voix de l'extrême droite - et aussi celles de plusieurs élus Renew et socialistes...

L'histoire est loin d'être terminée. Les négociations en « trilogue » entre Parlement, Conseil et Commission doivent débuter dès mardi 18 novembre, avec un objectif de finalisation d'ici fin 2025.

Des ONG critiquent la présence d'une représentante de Syngenta et de l'Union suisse des arts et métiers au sein de la délégation suisse de la COP 30 au Brésil

Des lobbyistes de l'industrie à Belém

JULIE JEANNET

COP30 ► Alors que vient de s'ouvrir la trentième conférence climatique de l'ONU à Belém au Brésil, la composition de la délégation suisse fait l'objet de vives critiques. BreakFree, Swiss Youth For Climate et Drop Fossil Subsidies s'inquiètent de la présence d'une cadre du producteur de pesticides Syngenta et d'un représentant de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), connue pour ses positions conservatrices et libérales à la conférence.

Les trois organisations environnementales ont lancé une pétition intitulée «Pas de pollueurs dans la délégation de la Suisse à la COP 30». Celle-ci demande notamment au Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) d'exclure les délégués de Syngenta et de l'USAM à cette rencontre qui vise à trouver des solutions pour réduire les émissions de CO₂. Les organisations environnementales estiment que ces représentant·es, dont les activités sont jugées incompatibles avec les objectifs climatiques de la Suisse, risquent de compromettre la crédibilité des engagements helvétiques et l'intégrité du sommet.

Pesticides, gaz et pétrole
L'ONG Public Eye, qui a consacré de nombreuses enquêtes à Syngenta, déplore également sur son site internet, la participation de la cadre de Syngenta à la COP 30 au sein de la délégation suisse. L'organisation rappelle que dans les pays du Sud, le géant de l'agrochimie «écoule en masse des produits bannis en Suisse et dans l'Union européenne parce qu'ils polluent l'eau, déciment les abeilles et empoisonnent celles et ceux qui les manipulent».

En outre, les veuves de deux agriculteurs indiens décédés à la suite d'une intoxication liée à un pesticide ainsi qu'un survivant demandent réparation à la firme. Le Tribunal civil de



La présence accrue de lobbyistes défendant les intérêts des marchands d'hydrocarbures aux COP est dénoncée par des ONG. KEYSTONE

Bâle a entamé l'examen des preuves afin de déterminer la responsabilité du pesticide Polo de Syngenta dans ce drame. Les ONG rappellent également que ce géant de l'agrochimie, désormais propriété d'un groupe chinois, n'agit pas forcément dans l'intérêt de la Suisse.

L'USAM, quant à elle, représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME suisses. Bien qu'elle affirme dans ses prises de position soutenir l'Accord de Paris, ses prises de position montrent qu'elle est opposée à l'objectif d'émission de CO₂ de zéro net d'ici à 2050. Parmi ses membres figurent Avenergy Suisse et Swissoil, qui défendent les intérêts des importateurs et négociants en combustibles en Suisse. Swissoil est à l'origine, avec d'autres partenaires, du référendum qui a mené au rejet de la loi sur le CO₂ en 2021. A cette époque, l'organisation

était présidée par l'actuel chef de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), Albert Rösti. C'est ce dernier qui représentera la Suisse au niveau ministériel lors de la deuxième semaine des négociations à la COP 30. Cette proximité interroge.

La société civile choisit ses représentant·es
L'OFEV répond que la délégation suisse à la COP30 est composée de différents représentants des départements fédéraux. Pour ce qui est de la représentation de la société civile, il affirme que c'est EconomieSuisse qui a désigné Petra Laux, directrice du développement durable chez Syngenta, et c'est l'USAM qui a choisi Patrick Dümmler, le responsable de son département Politique économique et durabilité, comme représentant·es.
«Dans les négociations, l'expertise apportée par les repré-

sentants de la société civile au sein des délégations nationales est très importante», explique Robin Poëll, chargé d'information à l'OFEV. «Cela fait partie intégrante des négociations sur le climat que des organisations et des associations apportent leurs connaissances spécifiques. C'est pourquoi, outre les organisations de protection de l'environnement et de développement, l'économie est également représentée depuis de nombreuses années au sein de la délégation suisse.»

Pression croissante du lobby pétrolier
Les organisations à l'origine de la pétition arguent en revanche que l'inclusion de ces deux personnes à la délégation suisse «soulève des inquiétudes quant à de graves conflits d'intérêts et démontre une fois de plus la vulnérabilité de la Suisse à l'in-

fluence des lobbys». Leur texte exige que le processus de sélection de la délégation aux COP soit révisé afin d'assurer une cohérence entre l'engagement de la Suisse et les activités de ses représentant·es. Il demande explicitement que des personnes impliquées dans des violations des droits humains, d'atteintes à l'environnement ou qui nuisent à l'agenda en matière de protection du climat en soit exclus.

PARTENARIAT

Notons que la délégation est aussi accompagnée d'une professeure nommée par l'Académie des sciences naturelles, Géraldine Pflieger, et d'une représentante nommée par le Conseil suisse des activités de jeunesse, Elena Müller. Le responsable des projets internationaux du WWF, Thomas Häusler, et l'experte climatique Delia Berner, d'Alliance Sud, sont aussi présent·es. Cette dernière a récemment publié une enquête qui détaille comment le lobby pétrolier sabote la transition énergétique en Suisse. Elle avance qu'au cours de ces vingt dernières années, «la Suisse a mis en place une politique qui ne lui permet d'atteindre que partiellement ses objectifs climatiques en réduisant les émissions de CO₂ à l'intérieur du pays», ceci via le business des certificats d'émissions carbone.

Ces dernières années, la présence croissante de représentant·es de l'industrie fossile aux COP a été pointé du doigt par des ONG, des élu·es et des médias. En 2023, *Le Monde*, révélait la participation de quatre dirigeants de TotalEnergies à la COP28 de Charm El-Cheikh, via diverses organisations auxquelles l'entreprise est affiliée. Le lobby des hydrocarbures a pesé encore davantage l'an dernier à Bakou. La coalition d'ONG Kick Big Polluters out révélait que 1770 lobbyistes de l'industrie des énergies fossiles avaient eu accès à la conférence l'an dernier en Azerbaïdjan et que ce nombre dépassait les délégués de toutes les nations les plus vulnérables au réchauffement climatique. 1



Lehrling Luca (19) bei den Dreharbeiten. Das Video, das hier gerade entsteht, soll vor allem einen Zweck erfüllen: Es soll neue Auszubildende anziehen.

Warum Handwerker jetzt auf Tiktok nach Lehrlingen suchen müssen

Generation Alpha Ein Aargauer Metallbaumeister dreht Videos für Social Media, um junge Berufsleute zu finden. Plakate und Messen erreichen Jugendliche nicht mehr – sie leben fast ausschliesslich digital.

Nelly Keusch (Text)
und **Boris Müller** (Fotos)

Eigentlich sollte Luca heute auf der Baustelle sein, auf Montage. Doch für den Videodreh ist er extra in seinen Betrieb gekommen. In der Stahlwerkstatt wartet eine einfache Aufgabe auf ihn: Er muss zwei Metallstücke zusammenschweissen. Der 19-jährige Lehrling grinst in die Kamera, setzt die Schweissmaske auf – und dann fliegen die Funken.

Sein Chef, Metallbaumeister Roman Schnetzler, steht in der Werkstatt und beobachtet zufrieden, wie die Kamera Lucas Arbeit einfängt. «Lasst uns möglichst wenig Szenen am PC und im Büro filmen, damit es nicht so langweilig aussieht», hat er zuvor erklärt. Das Video, das hier gerade entsteht, erfüllt schliesslich einen wichtigen Zweck: Es soll neue Lehrlinge anziehen.

Lehrlinge zu finden, wird immer schwieriger

Die Schnetzler Metallbau AG im aargauischen Laufenburg beschäftigt 20 Mitarbeitende und bildet derzeit zwei Lernende aus. Roman Schnetzler findet diese Quote an sich gut. Eigentlich würde er aber gerne mehr junge Menschen ausbilden – nur bewirbt sich kaum jemand. «Unser Beruf ist unter Jugendlichen kaum bekannt», erklärt er. «Schon seit Jahren schreiben wir auf den gängigen Onlineplattformen Lehrstellen aus. Aber

das reicht nicht, um Jugendliche zu erreichen. Man muss aktiv auf sich aufmerksam machen.» Deshalb besucht heute eine Mitarbeiterin der Lehrstellenplattform Yousty Schnetzlers Betrieb. Gemeinsam mit Schnetzlers Lernenden und deren Ausbildern dreht sie kurze Videos, um die Berufe Metallbauer und Metallbaukonstrukteur vorzustellen – ein Service, den Yousty seinen Kunden anbietet.

Für Roman Schnetzler ist so ein Dreh Neuland. «Früher waren wir oft auf Berufsmessen, um mit den Jugendlichen ins Gespräch zu kommen», sagt er. Aber solche Messen würden immer weniger Publikum anziehen. Auch andere Methoden führen nicht zum gewünschten Resultat: «Direkt an unserem Betrieb gehen jeden Tag Dutzende Jugendliche auf ihrem Schulweg vorbei, da habe ich eine Zeit lang Plakate aufgehängt. Aber Jugendliche leben heute fast ausschliesslich digital. Klassische Werbung nehmen sie kaum noch wahr.»

Darum sucht Schnetzler jetzt den Weg auf die Handys der Jugendlichen. Vor kurzem hat er für seine Firma auf allen relevanten Plattformen Accounts eingerichtet. «Ich sehe bei anderen Betrieben, wie stark Social Media wirken – dort kommen die Jugendlichen von selbst auf sie zu. Das zeigt, welches Potenzial in diesen Kanälen steckt.»

In der Branche bilden diese Betriebe eine Minderheit. «Viele zögern im Moment noch, was So-



Roman Schnetzler will junge Leute für die Lehre begeistern.

cial Media betrifft. Aber langfristig wird dies ein entscheidender Erfolgsfaktor bei der Lehrlingsuche sein», zeigt sich Schnetzler überzeugt. Aus Zeitmangel kann Schnetzler die Kanäle nicht selbst betreuen und holt sich externe Unterstützung – unter anderem von Yousty. Granit Avdyli, Kundenberater bei der Lehrstellenplattform, erklärt: «Viele Betriebe haben Schwierigkeiten damit, die Jugendlichen zu erreichen. Ein guter digitaler Auftritt ist dabei das A und O.»

Dieses Jahr bewirbt sich erstmals die sogenannte Generation Alpha auf Lehrstellen, erklärt Avdyli. Diese Altersgruppe umfasst Kinder und Jugendliche, die 2010 oder später geboren wurden. «Wir versuchen, die Betriebe dafür zu sensibilisieren, dass diese Generation wieder etwas anders tickt. Millennials oder auch Gen Z sind noch viel mehr mit Filmen und Serien aufgewachsen. Die Aufmerksamkeitsspanne der heutigen Jugendlichen ist deutlich kürzer.»

Gemäss Avdyli zeigt sich das bei den Lehrstellenbeschreibungen auf Yousty.ch: Jugendliche klicken bereits weiter, wenn diese länger als 45 Sekunden dauern. Dagegen erfreuen sich Apps wie Tiktok und Snapchat, die kurze Videos anbieten, grosser Beliebtheit. «Wir sagen den Unternehmen: Versucht, das Wichtigste so kurz und knapp wie möglich darzustellen.»

Was das Wichtigste für die zukünftigen Lehrlinge ist, gibt Yousty den Betrieben auch gleich mit auf den Weg: Sie möchten eine sinnvolle Tätigkeit ausüben, in einem gut funktionierenden Team mitwirken, Verantwortung übernehmen und Anerkennung erhalten. «Besonders das Team wird oft genannt, wenn wir fragen, was den Jugendlichen besonders wichtig ist», erzählt Avdyli.

Roman Schnetzler hat sich zu all diesen Punkten Gedanken gemacht: «Bei uns wird ein Lehrling schnell mal zum Junior-Projektleiter, das sollten wir im Video zeigen», findet er. «Vielleicht können wir auch einen kleinen Scherz einbauen oder ein Missgeschick – aber natürlich so, dass es authentisch wirkt.»

In der Schweiz kann man 250 Berufe erlernen

Hauptsächlich will er aber den Beruf erst mal vorstellen. «Metallbauer oder -konstrukteur zu sein, ist vielseitiger, als man denkt. Wir machen viele Spezialanfertigungen für Archi-

tekten, man muss also kreativ und technisch begabt sein. Und jeder Auftrag, den wir machen, ist anders.»

In der Schule, bedauert er, spiele Metallbau kaum eine Rolle. Das beobachtet auch Luca: Aus seiner ehemaligen Klasse lernt nur er diesen Beruf. «Die meisten machen das KV, oder sie arbeiten im Spital.» Das Problem, dass ihr Beruf kaum bekannt sei, hätten viele Handwerksbetriebe, sagt Granit Avdyli. «Wenn man heute Schüler fragt, wie viele Lehrberufe es gibt, können die meisten vielleicht drei bis fünf aufzählen. Aber in der Schweiz kann man über 250 Berufe erlernen.»

Am gefragtesten sei dabei nach wie vor das KV, wobei auf der Plattform Yousty auch Berufe wie Fachangestellte Gesundheit oder Betreuung viel gesucht würden. «Aber was ich auch wichtig finde: Es gibt nach wie vor superviele Schülerinnen und Schüler, die gerne etwas mit den Händen machen und nur ein Handy haben, um erreichbar zu sein. Die sind gerne in der Natur und handwerklich aktiv.»

So wie Luca. Am liebsten, erzählt er, sei er draussen auf der Baustelle – nicht etwa in der Werkstatt oder im Büro. Auf der Baustelle sei er unter Leuten, und jeder Tag sei anders. Auf die Lehre ist er weder durch klassische Anzeigen noch durch Tiktok gestossen. Den Beruf kennt er von seinem Vater, der ebenfalls Metallbauer ist.

Die Schere zwischen Arm und Reich öffnet sich

Datenanalyse zu Vermögen Wie ist das Gesamtvermögen hierzulande verteilt? Warum nimmt die Ungleichheit zu? Und wie viel Steuern zahlen die Reichsten? Eine Erklärung.

Svenson Cornehlis, Yannick Wiget und Mathias Lutz

Die Schweiz gilt als wohlhabendes Land. Doch ist dieser Wohlstand immer ungleicher verteilt, wie die Juso behauptet? Die Partei will mit ihrer Erbschaftssteuerinitiative, über die wir am 30. November abstimmen, «die Superreichen stoppen und die rasant steigende Ungleichheit bekämpfen». Was ist dran an diesen Aussagen? Hat die Schweiz bei der Vermögensverteilung ein Problem? Tatsächlich besitzt das reichste Prozent der Bevölkerung über 31 Prozent des gesamten privaten Vermögens in der Schweiz. So die Schätzung für das Jahr 2023. Sie stammt von der World Inequality Database (WID), die mit einem grossen internationalen Netzwerk von Forschenden zusammenarbeitet und Steuerdaten mit weiteren Quellen kombiniert.

Die Berechnungen der WID zeigen, dass in der Schweiz ein überproportional grosser Teil des Gesamtvermögens im obersten Segment konzentriert ist. Auf der anderen Seite der Skala besitzt die ärmere Hälfte der Bevölkerung, zu der auch Teile des Mittelstandes gehören, zusammen nur 3,7 Prozent des Gesamtvermögens – fast zehnmal weniger. Und dieser Wert ist in den letzten Jahren sogar gesunken. Gleichzeitig hat der Anteil der Reichsten stark zugenommen.

Die zunehmende Ungleichheit hat verschiedene Gründe. So wachsen die Einkommen in der Schweiz zwar kontinuierlich, aber langsamer als die Vermögen. Tiefe Zinsen haben die Preise von Immobilien und anderen Anlagen stark steigen lassen. Davon profitieren vor allem jene, die bereits Vermögen besitzen – während einkommensschwächere Haushalte kaum investieren und damit nicht aufholen können.

Auch Aktien haben in den letzten Jahren stark zugelegt. Deren Wertsteigerung muss von Privatpersonen nicht als Gewinn versteuert werden. Ohnehin profitieren Vermögende von den steuerlichen Rahmenbedingungen in der Schweiz.

60 Prozent der 300 Reichsten haben ihr Vermögen geerbt

Eine nationale Erbschaftssteuer, wie sie die Juso jetzt fordern, gibt es nicht. Zwar erheben fast alle Kantone Steuern auf Erbschaften und Schenkungen, aber mit grosszügigen Ausnahmen für enge Verwandte. Kinder und Ehepartner sind praktisch überall befreit. Dabei zeigt eine Studie der Ökonominen Isabel Martínez und Enea Baselgia: 60 Prozent der 300 reichsten Menschen in der Schweiz haben ihr Vermögen geerbt.

Die Besteuerung solcher Erbschaften wurde in den letzten Jahrzehnten massiv gesenkt. Genauso wie die Spitzensätze bei den Vermögens- und Einkommenssteuern. Um im internationalen Steuerwettbewerb zu bestehen, haben die Kantone zudem die Rahmenbedingungen für Unternehmen immer attraktiver gemacht. Das kommt vor allem den Reichen zugute, die an solchen Firmen beteiligt sind.



Kein Durchkommen: Die Juso wollen mit der Erbschaftssteuerinitiative «die Superreichen stoppen». Foto: Reto Oeschger

Die Vermögenskonzentration ist in der Schweiz vergleichsweise hoch

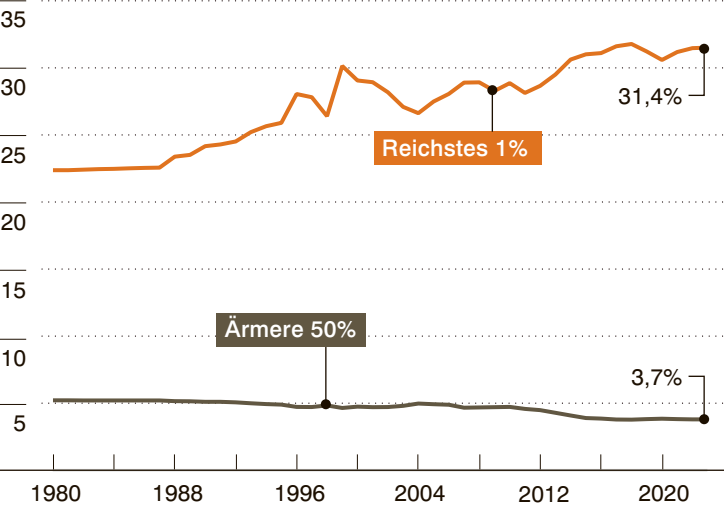
Anteil des reichsten 1% am Gesamtvermögen in ausgewählten Ländern, 2023

Land	Anteil ▼
Türkei	35,1%
USA	34,8%
Ungarn	33,3%
Schweiz	31,4%
Polen	30,2%
Israel	29,0%
Deutschland	27,7%
Frankreich	27,4%
Schweden	27,2%
ø Europa	25,4%
Portugal	25,0%
Bulgarien	24,7%
Japan	24,2%
Spanien	23,8%
Griechenland	23,6%
Norwegen	23,3%
Slowenien	23,2%
Litauen	22,7%
Kroatien	22,5%
Irland	22,4%
Italien	22,1%
Grossbritannien	21,3%
Dänemark	20,5%
Finnland	18,2%
Slowakei	17,2%
Belgien	15,0%
Niederlande	13,9%

Tabelle: Im / Quelle: WID

Die Reichen werden reicher, die Armen ärmer

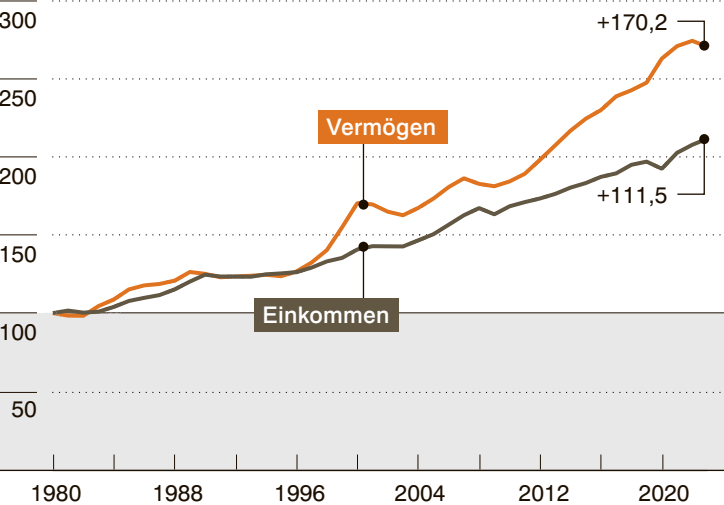
Anteil am Gesamtvermögen der Schweizer Bevölkerung, 1980–2023 in Prozent



Grafik: mt / Quelle: WID

Die Vermögen wachsen schneller als die Löhne

Entwicklung des Durchschnittsvermögens und -einkommens in der Schweiz, 1980–2023 (Index: 1980 = 100)



Grafik: mt / Quelle: WID

Und es lockt wohlhabende Zuzüger aus dem Ausland an, wodurch sich die Konzentration des Gesamtvermögens an der Spitze weiter akzentuiert.

Gemäss der erwähnten Studie von Martínez und Baselgia sind Ausländer an der Spitze der Vermögensverteilung deutlich überrepräsentiert. Viele sind auch wegen der Pauschalbesteuerung hergezogen, einer Sonderregelung im Schweizer Steuerrecht. Wer dieses Privileg genießt, wird nicht nach dem tatsächlichen (weltweiten) Einkommen und Vermögen besteuert, sondern nur nach den Lebenshaltungskosten in der Schweiz, dem «Aufwand».

Die Pauschalbesteuerung wird immer wieder kritisiert

Wohlhabende Personen aus dem Ausland profitieren so von einem vergleichsweise tiefen Pauschalbetrag, den sie versteuern müssen. Und für sie fällt auch die komplexe Deklaration aller Einkünfte und Vermögenswerte weg. Diese Ungleichbehandlung reicher Privatpersonen wird immer wieder kritisiert. Die Pauschalbesteuerung weicht vom Prinzip der Besteuerung nach wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit ab. Und sie ist einer der Gründe, warum die Vermögenskonzentration in der Schweiz grösser ist als in vielen anderen Ländern.

Das Ausmass der Ungleichheit wird noch offensichtlicher, wenn man sie in absoluten Zahlen betrachtet: Die Hälfte der Bevölkerung hat durchschnittlich gut 25'000 Franken auf der hohen Kante, das reichste Prozent über 21 Millionen – das ist achthundertmal mehr. Der Unterschied ist so gross, dass man auf der Grafik den Balken bei den ärmeren 50 Prozent kaum erkennen kann. Und der Graben geht angesichts der ungleichen Wachstumsraten der Vermögen beider Gruppen immer weiter auf.

Das reichste Prozent der Bevölkerung besitzt also durchschnittlich 20 Millionen Franken. Von einer Annahme der Erbschaftssteuerinitiative betroffen wären aber nur solche, die über 50 Millionen Franken besitzen. Gemäss einer Tamedia-Auswertung wären das rund 2800 Personen, was 0,05 Prozent der Bevölkerung entspricht. Diese sehr kleine Gruppe trägt jedoch einen erheblichen Teil zum Schweizer Staatshaushalt bei. Berechnungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung zeigen, dass sie rund 3 Prozent aller Einkommens- und 27 Prozent aller Vermögenssteuern zahlt.

Würden viele von ihnen ins Ausland flüchten, wie die Gegner der Initiative warnen, müsste die Schweiz mit Steuerausfällen rechnen. Ein Gutachten des Wirtschaftsprofessors Marius Brühlhart zuhanden des Bundes prognostiziert im besten Fall Mehreinnahmen von rund 0,3 Milliarden Franken – und im schlechtesten Fall einen Nettoverlust von 0,7 Milliarden Franken jährlich.

Bei einem Minus müssten entweder staatliche Ausgaben reduziert oder die Steuern für die verbleibenden Personen erhöht werden.